Journal de Roubaix

TARIF D'ABONNEMENTS .- Ronbair Tourcoing, le Nord et les départaments trois mois, a it.; ois mois, o it.; ca al., to it.

itres Départements et l'Etrançer le port en sus.

Agence particulière à Paris, 26, rue Foydeau.

Bureaux et Rédaction : Roubaix : 71, Grande-Rue. - Tourcoing, rue Nationale, 78 Directeur-Propriétairs: Alfred REBOUX

CE NUMERO

Comprenant SIX PAGES NE DOITÉTRE VENDU

QUE 5 CENTIMES 4

LA SCOLARITÉ

Parmi les projets de loi fergés par les loges ma-conniques contre le catholicisme, celui qui impose trois ans de scolarité dans les établissements de l'Etat, pour avoir accès aux emplois publics, sera probablement le premier discuté devant le Parle-ment.

Le projet a pour origine un vœu émis en 1888, par une loge de Moulins, sur la proposition du F.: Pochen, dont le nom est, de ce fait, devenu

Le vœu était ainsi formulé dans sa partie prin-

Le voeu était ainsi formulé dans sa partie principale : « Nul ne pourra être investi d'une fonction publique, rétribuée par l'Etat, s'il n'a fait dans les écoles universitaires les études exigées pour remplir la dite fonction ».

Le vœu Pochon, malgré l'appui que lui donna au convent maçonnique de 1895 l'illustre F. Cocula, souleva, dès qu'il fut connu, de telles protestations que les loges, prudentes, ne se preserent pas de le présenter aux Chambres.

Elles comprirent qu'il leur fallait préparer l'opinion.

Le vœu Pochon, en effet, s'il passait dans no

Le vœu Pochon, en effet, s'il passait dans nos lois, constituerait la violation la plus eynique de la Déclaration des Droits de l'Homme, cet évangile dont se réclament sans cesse les révolutionnaires, et en particulier les francs-maçons.

L'article de la Déclaration des Droits de l'Homme est ainsi couçu: «Tous les citoyens étant égaux aux yeux de la loi sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacité, et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents.»

Les loges ont travaillé avec ardeur à préparer les esprits à cette violation audacieuse d'un des articles les plus sacrés du code de la Révolution.

Car, comme on le pense bien, la franc-maçonnerie, cette école d'hypocrisie et de haine, se moque de la liberté et des fameux principes de 89 quand il s'agit de ses adversaires.

de la noerte et des lameux principes de 30 quada ils agit de ses adversaires. Nous ne la calomnions pas; voici, en effet, une déclaration à ce sujet faite par un de ses membres les plus importants, en plein convent annuel, c'est-à-dire dans une assemblée générale des loges du Grand Orient. C'était au commencement de 1891. Comme à

C'était au commencement de 1891. Comme a tous les convents précédents et à tous ceux qui ont suivi, depuis 1883, année où fut lancé le vœu Pochon, l'assemblée de 1891 discuta ce vœu et le moyen de le faire passer dans nos lois.

Un F..., qui n'avait certainement pas l'esprit maçonnique, protesta contre le vœu Pochon au nom de la liberté de conscience et du principe d'écalité

Le F. . Bourgueil fit alors cette déciaration si-

gnificative aux applaudissements de la plupart des frères présents : « Le projet est contraire à la liberté absolue, mais nous, francs-maçons, sommes-nous des liber-taires? Non, nous sommes des sectaires, mais des sectaires qui veulent avant tout le salut de la Résectaires qui venient avant tout te saut ut a re-publique; quels que soient les moyens que nous emploierons pour la sauver, cette République, nous les trouverons bons. Par conséquent, que le projet soit contraire à la liberté ou qu'il soit pour la if-berté, du moment que le salut est la, je vous dis : votez le vou sans hésitation et sans crainte, »

Nous trouvons cette affirmation étonnante dans

Nous rouves cette attribute dennante dans le Correspondant qui l'a empruntée au Bulletin du Grand-Orient de 1892.

Nous sommes des sectaires, disent les francs-maçons, nous le savions, mais leur aveu est précieux pour convainere ceux qui auraient encore des dontes des guiet.

doutes à ce sujet. Pendant ces dix dernières années, la secte s'est servie de tous les moyens pour ameuter l'opinion dublique contre l'enseignement chrétien, et nous avons vu avec quelle audace ils ont essayé de discréditer les congrégations, à propos de l'affaire

Dreyfus.

Mais ils sont allés trop loin : on ne les a pas Mais lis sont alles trop loin: on ne les a pas suivis et l'on peut affirmer que l'opinion publique n'est pas plus préparee aujourd'hui qu'il y a dix ans à approuver les attentats qu'on médite contro la liberté de l'enseignement. Seulement, pendant ce temps, la secte a mis la main sur le pouvoir et elle croit que la force qu'elle détient lui permet de tout oser.

Informations

La Seine envahie par les glaçons
Paris, 48 décembre. — La Seine continue à che
l'énormes glaçons qui, en certains endvoits for
loc, ce qui gène beauccap la circulation. On crait aux une nuit trop froide le fleuve tout cutier reenne, ce qui serait désastreux à cette époquannée.

Ex effet, si la prise se produisait actuellement, il se produiran de longs jours avant que le fleuve redevint libre.

Pour l'instant, au service de la navigatio signale aucun accident grave. Un bateau-lavoir St-Ouen a été entraîné par le courant.

L'ajournement des procés se rattachant à l'affaire Dreyfus
Paris, 18 décembre. — La chambre des appels de police correctionnelle a, malgré les instances de Me Labori renvoyé au 5 février certaines causes se raportant à l'affaire Dreyfus: — elle a renvoyé de même au 12 février certaines affaires de d'illamations analogues.

M. Clémenceau quitte l'« Aurore»
Paris, 18 décembre. — M. Clémenceau abandonne la daction en chef de l'Aurore. Les vrais motifs de cette

Une lettre de l'empereur Guillaume D'après le Soir, l'empereur Guillaume aurait relevé le colonel baron de Susskind de ses fonctioos d'attaché militaire à Paris, dans les termes au moins étranges que

« Berlin, 12 décembre, 9 h. 30 soir. » Lieutenant-colonel baron de Susskind, ambassade allemande, Paris. » Par ordre en date de ce jour, je vous ai rejevé de vos portions articulés

111 111

» Par ordre en date de ce pour fonctions actu-lles. Je vous exprime volontiers l'assurance que vous avez su rempir vos fonctions à ma plus entière satisfaction, malgré les difficultés inhérentes à la situation, l'esquelles, à la longue n'étaient plus supportables pour un offeter prussion.

La greve à St-Etienne
St-Etienne, 18 décembre. — Le travail n'a repris à

Saint-Etienne que dans un petit nombre d'ateliers. Les grévistes se sont livrés à quelques manifestations peu importantes. Les tisseurs ont tenn, 411 heures, une réunion à la Bourse du Travail. Environ 25 ouvriers ayant voulu cet après-midi aller travailler, les grévistes ont tenté de les empêcher. La police est intervenue et a opéré quelques arrestations.

On est prié de ne pas cracher. La sivième commission du conseil municipal de Paris

La sixième commission du conseil municipal de Paris a décidé qu'elle soumettrait à cette assemblée le projet de délibération suivant :

The Conseil, considerant que la projection des crac sur la voie publique est l'un des agents les plus actifs d propagation de la tuberculose et autres affections co

propagation de la tuberculose et autres gleuses;

» Considérant qu'une réforme en ce sens des habitudes du public serait très faverable à la décence et à la propreté de nos voies et de nos promenados;

» Délibère:

» Des plaques émaillées, de dimension suffisante pour être lisibles de loie, seront apposées dans les principales voies de Parls et établissements publics. Elles porteront l'inscription suivante;

nte :

— Dans l'intérêt de la population, et pour évite :

— des maladies contagieuses, on est prié de nu

ton suivante:

**** Avis.**— Dans l'intérêt de la population, et pour éviter la propagation des maladies contagieuses, on est prié de ne pas cracher sur le trottoir.

**L'intention est louable, mais elle fera sourire.

**Perquisitions chez les Assomptionnistes de Menton

Menton, 48 décembre. — Des perquisitions ont été opérées ce matin au couvent des Assomptionnistes de Menton. Ces opérations n'ont donné aucun résultat.

A l'Elysée

Paris, 18 décembre. — Le président de la République a regu ce matin M. Legris de la cour de cassation, le ministre de France au Pérou, le préfet du Lot, le capitaine de vaisseau Hennégue et l'évêque de Perpignan.

Oiseaux migrateurs

On annonce qu'un nombre considérable de palmipèdes, sarcelles, canards et oies sauvages, se sont abattus sur les côtes normandes.

Ces oiseaux migrateurs, qui viennent des régions, glacées, présagent, dit-on, un hier peu clément.

Un aigle a été tué à Sainte-Marie-du-Mont, ce qui prouve que le temps est très mauvais dans les autres contrées.

Nouvelles mines d'or

Après le Transvaal, l'Australie et le Klondike, voici n'on a découvert, cette fois au Japon, de nouveaux

qu'on a découvert, cette fois ait Japon, de nouveaux champs aurières.

Le centre de l'exploitation se trouve à Kokkaïdo, dans la province de Kitami, au nord-ouest de l'archipel japonais, et, queique l'extraction du précieux métal soit faite par un procedé primitif, le rendement semble devoir être assez élevé. Les mines de Kokkaïdo couvrent ung superlicie qui n'est pas inférieure à sept cent quarante kilomètres carrés.

Comme dans l'Alaska, des prospecteurs, des mineurs de toutes les nationalités envahissent la province de Kitami.

tami. Le village d'Esashi, qui, il y a un an, ne comptait que 400 habitants, a vu sa population portée à plus de 8.000

ames.

Tous les jours, on constate l'arrivée de nombreu étrangers, et les dix agents du fisc, délégués par le gou vernement japonais, ont la plus grande peine à mainteni l'ordre et à recourrer les taxes de location.

l'ordre et à recouvrer les taxes de location.

Capturo d'un cétacé

La barque de pèche Trois-Suros, du Havre, étant hier matin, à quatre milles au large, vit au loin une forte masse qui se débattait à la surface avec des bonds prodigieux. S'en étant approchés, les pècheurs reconnurent une norme cétacé, long de 8 mètres sur on mêtre dediamètre. Ils lui lancèrent des grappins, des cordages, et l'amarrèrent solidement le long du hord.

Cette belle prise, du poids de 3,500 kilos, a été débarqué à l'aide d'une grue à vapeur, en présence d'une foule considérable, et transportée dans un magasin en attendant sa livraison à un naturaliste pour quelque musée.

sée. On suppose que l'animal aura été frappé au large par l'hélice de quelque vapeur et que, grièvement blessé, il a été entraîné par les courants en grande rade du Havre, ou les péchetrs l'out aperque se débattant furieusement et sont parvenus à le saisir après qu'il eut readu le dernier soupir.

Les Anglais au Soudan. - Un bruit étrange Le bruit court au Caire que le Khalifa, que les Anglais disent avoir lué, est encore parfaitement vivant. On pré-tend que la nouvelle de la dernière grande victoire au Soudan est à peu près du même acabit que les bulletins de victoire de la guerre du Transvaal. Le gouvernement anglais aurait proclamé un grand succès au Soudan pour créer un dérivatif.

CHOSES ET AUTRES

Questions d'histoire.

— Elève Pitanchard, dites moi ce que devint le dauphir
Louis, à la mort de son père, Henri IV.

Pitanchard, après unire réflexion:

— Il devint orphelin, m'sieu.

Dufourneau chez le coiffeur. — Monsieur désire t-il que jo lui fasse la raio sur le côté? — Non; si ça vous est égal, fai tes-la moi sur la tête.

STATISTIQUE

Le ministre des finances vient de publier une statisti ue qui n'est pas sans intérêt pour tous ceux qui s'appli uent à combattre le fléau de l'alcoolisme.

quent à combattre le fléau de l'alcoolisme.

Il résulte des chiffres officiels qu'à Paris la consommation d'alcool par habitaut, en 4898, à été de 8 litres 26 centilitres; à Lyon, de 6.15; à Marseille, de 7,93; à Versailles, de 9,43; à Rennes, de 9,37. Chose singulière, les pays essentiellement vinicoles, qui, autrefois, consommaient peu d'alcool, payent aujourd'hui un large tribut au fléau. Ainsi, à Cette, où le vin ne coûte presque rien, la consommation de l'alcool s'élève à 10 litres 49 ct, à Dijon, elle est de 9,37 et de 5,65 à Tours. Dans cette nomenclature, la ville de Cherbourg occupe le premier rang avec une consommation moyenne de 47 lit. 87 ct. Le flavre vient après avec une consommation de 17,22, Rennes 16,74. Caen 13,44, Lorient 11,44, Amiens 11,76, A Poilters, la consommation n'est que de 4 lit. 13 et de 3,99 à Roanne.

dire combient la consonnuation de bière est pour ainsi dire insignifiaatie. A Paris et à Lyon, la consommation moyenne n'est que de 9 litres par habitant, de 10 litres à Toulouse, de 8 à Tours, de 5 à Bordeaux, de 4 à Rouen. A Lille, la consommation s'élève à 381 litres et est de 304 à Roubaix.

A Lute, la consommation s'élève à 381 litres et est de 304 à Roubaix.

Quant à la consommation du vin, Saint-Etienne tient la fête avec une consommation moyenne de 262 litres.

A Paris, la consommation est de 179, de 176 à Lyon, de 168 à Marseille, de 192 à Dijon, de 203 à Saint-Denis, de 225 à Boulogne-sur-Seine et de 233 litres à Nice. La consommation du cidre est nulle à Lyon, Marseille, Bordeaux, Lille, Toulouse, Saint-Etienne, Roanne, Avignon et Cette. A Paris, elle n'est que de 2 litres, de 3 à Anniens, à Orléans et à Tours. Par contre, elle s'élève à 322 litres à Rennes, à 211 litres à Caen et 229 à Cherbourg. Dans cette dermière ville, la consommation moyenne de vin, cidre, alcool et bière atteint le chiffre de 288 litres par habitant. A Paris, la consommation de ces divers produits n'est que de 189 litres et, à Lyon, de 102 litres.

102 litres.
L'alcoulisme est donc en pleine prospérité.
Quel service rendrait au pays celui qui saurait ramener aux boissons hygioniques, vin, cidre et bière, les consommateurs endureis de l'alcoul qui ne retirent cependant de leur funeste passion que misère et déchéan-

La propagan le faite dans ce but n'a pas abonti jus-qu'ici. Mais, pour l'honneur et la grandeur de la France il ne faut pas désespérer qu'une brusque saute dans les

esprits ne dirige un jour victorieusement l'opinion dans cette voie et ne réalise ce hienfait plus tôt qu'on ne se rait, actuellement, autorisé à le croire.

Paris, 18 décembre. — Tandis que d'aucuns s'attardent au jeu décevant de la politique pure, perdant le meilleur de leurs forces et le plus précieux de leur temps en stériles discussions, nos amis du Nord poursuivent, sans grand tapage, mais avec une tenacité que se lasse, la réalisation des réformes pratiques inscrites au programme de la Démocratic chrétienne.
C'est ainsi que M. l'abbé Lemire a saisi la Chambre d'une proposition qui, si elle était adoptée, serait pour les grossières utopies du collectivisme une barrière infranchissable, car elle consacrerait à tout jamais l'existence de la petite propriété, en rendant le bien de famille insaisissable.

La commission d'agriculture à qui la proposition avait été renvoyée l'a examinée aujourd'hui som-mairement, ainsi que les propositions similaires de MM. Morillot et Vacher dont elle était, également

Favorable au principe des trois propositions, la commission a chargé M. l'abbé Lemire d'établir un parallèle entre elles. La discussion s'eagagera ensuite sur ce rapport

sommare.

On saiten quoi diffèrent ces divers projets. Ceux de MM. Morillot et Vacher posent seulement le fondement de la réforme : le bien de famille ne

peut être ni saisi, ni hypothéqué. Le projet de M. l'abbé Lemire est plus com-

plet.

Avec ses honorables collègues, notre éminent ami estime que les saisies immobilières sont désastreuses et que le prét hypothécaire est le microbe destructeur de la propriété. Mais il va plus loin, et à juste raison, il demande que le bien de famille soit transmissible sans frais et sans partage forcé t

soit transmissible sans frais et sans partage force?

Les frais de transmission sonténormes. Pour un bien d'une valeur de 500 francs, les frais de vente s'élèvent à 550 francs.

N'y a-t-il gas là une véritable confiscation? une sorte de vol legal?

Enfin, M. l'abbé Lemire, s'engageant hardi-

Ennn, M. Fabbe Lemire, s'engageant narat-ment dans la voie des dégrèvements fiscaux, veut que le bien de famille d'une valeur minima ne paie pas d'impôt direct.

Pas plus que le préteur, l'Etat ne devroit mettre la main sur l'abri nécessaire de la famille.

Cette exemption d'impôt direct parait accordée

iniformément à tout père de famille pour sa va-

La commission examinera d'abord le premier point, l'insaisissabilité du bien de famille. Après en avoir adopté le principe, elle en étudiera les consé-

avoir adopté le principe, enceu curaine alors la né-quences.

Nous souhaitons qu'elle compreune alors la né-cessité des mesures complémentaires proposées par M. l'abbé Lemire.

En suivant le député d'Hazebrouck dans cete voie, elle donnera à la petite propriété des bases indestructibles et,ce faisant,elle enlèvera au collec-tivisme, un de ses arguments les plus spécieux, un de ses moyens de propagande les plus dangereux.

H. Sanrazanas.

AVERTISSEMENT SOCIALISTE

La Lanterne et la Petite République ayant publié ce matiu le procès-verbal de la première réunion tenue, hier, par le « Comité général du Parti socialiste », peut-être nous serait-il permis, sans risquer d'être accusé de dénonciation, dit la République française, d'analyser cet ntéressant document

definition (and the the purique Pranties, d'analyser cu inféressant document :

"Tout p'aiord, le Comité général a procédé à l'élection de son bureau : les citogens bubreuith, flarrat et Farjat ont été nommés secrétaire, trésorier et archiviste, et les deux premières seront appointés.

"Le Comité aura, en effet, en budget, qui est fixé pour la première année à la somme de dix mille francs, et qui sera alimenté au moyen d'une cotisation annuelle de trois fraues par groupe représenté au Congrés et de ressources extraordinaires qui seront demandées à des réunions, à des fêtes socialistes, à des souscriptions, etc.

"C'est, au point de vue financier, un commencement assez modeste, mais ce n'est qu'un commencement, et nous ne doutons pas que, si ses besoits augmentent, le Parti socialiste ne trouve aissément, ne fit-ce qu'unpres de certains donateurs richissimes, toutes les sommes dont il aura be-soin.

soin.

» Le fonctionnement de l'organisation étant assuré au point de vue matériel, le Comilé a décidé la constitution de trois commissions prises dans son seinet composées chacune de onze membres, qui seront résignés dans une prochaîne réunion, takée au 21 décembre:

» 4 · Une commission de prepagande et d'action;

» 2 · Une commission de contrôle (presse, élus, militants,

solidade de la company de la c

a agonisent s, et n'entradeque res s'enneins s'un conedin' visme ne songent même jus à se grouver et à agir comn me celui-el.

« M. Viviani en parle vrainent à son aise, et sa plaisanterie depasse legèrement les bornes. Est-ce que, en enfet,
guand « les autres paritis » essalent de « se grouper » do facon analogue à celle qu'on gradique chez ses amis, est-ce
que les gouvernements n'y mêttent pas inmicitatement le
hola? Est-ce que pour rejiefer sans cesses le même exemple
topique, la Lique des hadvotes et la Lique de la partie francaise i un pas été pour rejiefer sans cesses le même exemple
topique, la Lique des hadvotes et la Lique de la partie francaise i un pas été pourcaise i un pas été pourcaise i un pas été poursuite de la lique des l'actions de la constitution.
Mais, en suprissant que les inféresses en tentassent i terérience, M. viviani demanderil-fi pour eux la faveur si généreusement accordée à ses anis, et interviendrait il auprès de
M. Millerand pour que celui-il couvrit de sa protection les
lignes naguère frapipées et si cesser le scandale d'une application si audacieusement négale de la loi?

» Hier, nous posions des questions semblables à un de sos
collaborateurs, et. il est à give besoin de dire qu'il n'y a
pas été répondu; M. Viviani nous fera-t-il. lui, l'honneur
d'une réponse?

» Au surplus, cette réponse n'est point indisponsable elle

da etc repondu, al. 1111au de receptado de la composer de la surplus, cette réponse n'est point indispensable; elle nous apprendrait rien que nous ne sachions déjà à avoir que la loi, si rigourquement appliquée à tous les idversalres du gouvernement, n'existe pas pour les socia-sistes, actuellement maîtres du pouvoir.

3 Contentions nous donc de constater qu'avec la protection de constater qu'avec la protection de la constate de la constate qu'avec la protection de la constate de la consta

n Est-ce que la constitution de cette puissante armée socia-liste n'évellière pas l'attention et ne stimulera pas le courage des républicatins? Est-ce qu'à une mine formidable. Ils ne vont pas se décider à opposer — ce qui leur serait si aisé — une contre mine plus puissante encore? Est-ce que, culin, ils ne vont pas comprendre toute la portée du suprême avertis-sement qui leur est ainsi donné par le socialisme lui-mième?

» Rien n'est encore perdu ; mais l'incendie gagne du ter-rain, et il u'est que temps de le combattre énergiquement.

UN GRAVEACCIDENT DE CHEMIN DE FER sur la ligne d'Orléans

Un voyageur tué. — Neuf blessés Un voyageur une. — Reun micesses.
Paris, 18 décembre. — Un accident de chemin de for s'est produit la nuit dernière, près d'Angoulème. Deux trains rapides se sont tamponnés. Voici la note communiquée par la Compagnio d'Orléans, à ce sujet : Le train rapide n' 22 parti de Bordeaux hier soir, à 10 h. 30, s'été tamponné en pleine voie, au kilomètre 475, entre leus stations de Montmoreau et de Charmant par l'express n' 24 qui part de Bordeaux à 10 h. 47.
L'n voyageur. M. Sentite, ingénieur des ponts et

n. 24 qui part de Bordeaux à 40 h. 47.
Un voyageur, M. Sentite, ingénieur des ponts et chaussées à Bordeaux, a été tué; cinq voyageurs, quatre agents des postes et quatre agents de la Compaguie out été blessées plus ou moins grièvement. Les voyageurs des deux trains ont été transbordés dans un train de secours, et dirigés sur Paris, par un train apécial.
Les dépêches reçues jusqu'à présent ne donnent aucun détail sur les circonstances et sur les causes de l'accident.

dent.

Angoulème, 18 décembre. — C'est vers minuit et demie que le rapido n° 22, qui avait quitté Bordeaux à dix
heures 47 du soir, a été rejoint et tamponné, entre les
stations de Montmoreau et de Charmant, à l'entrée du
tunnel de Liverman, par l'express n° 24, parti de Bordeaux quelques minutes après lui. Le choc fut extrêmement violent; le fourgon et les deux dernières voitures
du rapide furent mises en pièces. Malheureusement, il s'y
trouvait de nombreux voyageurs; il y a un mort et neuf
blessés.

blassés.

Lorsque furent passés les premiers moments d'effroi et d'émotion, un employé du train tamponneur courut à la gare de Montmoreau, distante de trois kilomètres, d'ou fon télégraphia à Angoulème pour demander des secours. Pendant ce temps, les blessés furent placés sur le talus de la voie et reguront les premiers soins des voyagents restés saufs. Les trains de secours, qui arrivérent bientit, les trainsportèrent ensuite, suivant lour demande, les uns à Angoulème, les autres à Bordeaux.

C'est verguagle beures du main que les voyagents

uns à Angoulème, les autres à Bordeaux.
C'est vers quatre heures du mahn que les voyageurs non blessés prirent place dans un train spécial qui les a amenés à Paris cet après-midi.
Paris, 18 décembre. — On ne donne encore, à la Compagnie d'Orléans, aucuu renseignement précis sur les circonstances dans lesquelles faccident s'ést produit : on suppose seulement que l'express n· 22, ayart été arrêté dans sa merche par un accident de machine ou par un déraillement, les mesures nécessaires pour le couvrir à l'arrière, n'ont peut-être pas été prises à temps. Ainsi s'expliquerait l'accident. Le parquet d'Angoulème et le service du contrôle qui ont commencé l'emquête en établiront les causes exactes.
M. Sampite, qui a trouvé la mort dans l'accident de cette nuit était ingénieur ordinaire des ponts-et-chaussées de tre classe à Bordeaux ; il devait être prochainement promu au grade d'ingénieur en chef. Les blessés sont il codonel de Nays-Candau, MM. Gagan, Delmas, Autojean, Mousin, ces quatre dermiers empleyés des postos, Leycoq, de Derby, (Angoulème), Moutin, chef du train express, Colon, Lacour et Lexthombe, conducteur de train, M. Garres, juge au tribunal de Bordeaux, qui a été, sur sa demande, reconduit à son domicile. M. Adlus, capitaine au long cours, qui a été ramené à Paris par le train arrivé cet après-midi à la gare d'Orléans à deux heures 42.

heures 42.

La catastrophe de Montmoreau à la Chambre

Paris, 18 décembre. — La catastrophe de Montmoreau a produit une douloureuse impression à la Chambre.

Quatre députés se trouvaient dans le train tamponné: 8. Pedobidou, M. Jumel avait quitté à la station précédente m des compartiments qu' ont été broyés et avait pris dace, avec M. Jules Legrand, dans un des compartiments de tête.

Cet arrès-midi. à la Chambre de Montmoreau des compartiments de tête.

place, avec M. Jules Legrand, dans un des compartiments de tête.

Cet après-midi, à la Chambre, il décrivait les scènes lamentables dont il avait été témoin. D'après lui, les employés du train, pensant que la locomotive allait pouvoir repartir, avaient négligé de contri en arrière placer des pétards sur la voie. Ce n'est qu'au bout d'un certain temps que, songeant à l'approche possible du rapide, ils se seraient disposés à prendre cette précaution. Il était trop tard: ils n'avaient pas fait quatre-vingts mètres que le rapide arrivait à une allure vertigineuse.

« J'ai fait mou possible, a déclaré le mécanicien du train tamponneur à M. Jumel, mais l'espace était trop court; j'ai renversé la vapeur et serré les froits, mais mon geste était à peine achevé que nous étions sur l'autre train ». M. Denis, des Landes, l'a échappé belle : il se trouvait dans un compartiment de queue, le compartiment qui précédait le sien a été broyé, le sien n'a rieu eu. M. Jumel pense qu'il y aura au moins quafre morts.

Le député des Landes avait l'intention d'interpeller demain le Ministre des Travaux Publics sur la calastrople. Comme la discussion du budget des conventions viendra dans cette séance. M. Jumel a renoncé à interpeller, mais il montera à la tribune pour signaler les faits et demander au ministre de prendre telles mesures qu'il convient pour en éviter le retour.

A propos de cette fameuse tyddite dont les explosions, selon les Anglais au Transvaal, « affolent de terreur » leurs ennemis, sans toutefois leur faire trop de mal, un de nos confrères nous apprend que les projectiles anglais qui en sont chargés sont peints en jaune, alors que tous les autres projectiles de la veille Albion sont peints en pair.

noir.

Peintres d'obus, c'est une profession qui existe dans tons les grands Etats dits civilisés, et qui, en Angletere est d'une vraie simplicité. La règle adoptée par l'Ami-

est d'une vraie simplicité. La règle adoptée par l'Ami-rauté est en effet la suivante : Tous les projectiles, sauf la lyddite, sont peints ennoir, Les projectiles de perforation ont la pointe peinte en blanc. Les schrapnels ont la pointe peinte en rouge. Les projectiles en acier ont un anneau blanc, autour de l'ogi-ve. L'anneau rouge autour de l'ogive indique que le pro-jectile est chargé.

L'EXPOSITION DE 1900

Le catalogue, — Dans un étroit cabinet, au rez-de haussée du grand hall de l'avenue Rapp, s'élabore, sou dition. Il se dépense dans ce petit bureau une sommorme de travail dont on ne peut que difficilement signes de la catalogue de l'avenue de l'avante de l'

faire une idée exacte.

Beaucoup de retard a été apporté dans la communication des renseignements par un grand nombre d'exposants à qui ont été envoyés trois avertissements dont le
dernier les prévensit que, passé le 20 novembre, le Commissariat général ne garantissait pas leur inscription au

catalogue.

Bien que les réponses de près de cinq mille exposants français (un ciaquième de l'effectif), ne lussent pas encore connues, on a du se mettre à l'œuvre; car le temps presse et la tâche est énorme. Ingez-en par les indications techniques suivantes de M. Emille Borr:
En tête du catalogue de chaque classe figurera une notice historique relative à la spécialité d'œuvres ou de produits que cette classe représente.

Ces catalogues de classes seront eux-mêmes réunis et brochés en catalogues de groupes, dont chacun formera un volume de trois cents pages environ (format in-18 écn), qu'un plan général de l'Exposition et un plan de groupe complèteront, et dont la couverture sera ornée d'un dessin de Chartran.

Il y a dix-huit groupes. Le catalogue officiel devrait denc avoir dix-huit volumes. Mais, comme plusieurs classes ont un nombre d'inscriptions qui déborde le cadre du voluse unique où elles devaient figurer (telle la classe des Vins, qui compte dra mille exposants), il faudra dédoubler quelques catalogues de groupe; et la collection a aura pas moms de vingt ou vingt-deux volumes, dont chacun sera tiré d'abord à mille exemplaires.

Seul, le catalogue des Beaux-Arts sera établi séparément, sous la direction des M. Molinier; mais il aura le format de la collection générale, où il figurera comme catalogue du groupe H. Ce sera, naturellement, le plus demandé. En 1889, on a vendu soixante mille oxemplaires du catalogue des Beaux-Arts.

I oubliais un chiffe intéressant. Les exposants ne serant pas seulement des individus, mais des collectivités : et chacun des participants de ces expositions collectives, avons-nons dit, aura son nom ar catalogue. Les cinquante mille exposants de 1909 y seront donc représenties par soixante-dix mille noms. Et sous chacun de ces aoms-là il y a une espérance, et une ambition. Pauvres jurés l

LA GUERRE Dans le Sud de l'Afrique

Aux mesures que prend le gouvernement anglais, il faut croire que la situation en Afrique est plus grave que ne le laissent entendre les dépêches que la censure laisse

passer.

Sans donte, la défaite de lord Buller sur la Tugela, l'échec de lord Methuen à Maggers-Fontein, le revers du général Gatacre à Stromberg, ont apparu à tous comme de facheux indices: mais, en somme, les Anglais ont pfus de 100.000 hommes dans le Sud de l'Afrique, et depus le début des hostilités leurs pertes en tués, blessés, prisonniers, n'atteignent pas le chiffre de huit mille hommes.

sonniers, n'atteignent pas le chiffre de huit mille hommes.

A lire les dépèches, la situation, pour sérieuse qu'ella fât, n'apparaissait pas comme désespérée, elle ne l'est probablement pas encore, mais elle doit être en tous cas bien compromise pour que le gouvernement arrache à lord Buller son commandement en'chef et ne lui laisse que la direction des opérations du Natal, pour qu'it jette sur la terre d'Afrique toutes les forces dont il dispose et pour qu'il décrète les levées en masse dans la colonie du Cap.

En donnant la grande direction des affaires sud-africaines au maréchal lord Roberts, secondé par le lord Kitchener comme chef d'état-major, l'Angleterre fait appel à ses gloires militaires les moins contestées, elle met en jeu ses suprèmes ressources de direction.

C'est la preuve qu'elle entend poursuivre au Transvaaf une guerre à outrance, qu'elle veut aller jusqu'au bout de l'aventure dans laquelle M. Chamberlain l'a témérairement engagée.

l'aventure dans laquelle M. Chamberlain l'a témérairement engagés.

Mais les Boërs sont d'autres hommes que les Afghansdont lord Roberts a jadis triomphé, ce sont des solidats
plus habiles peut-être, mieux armés surement que les
Soudanais que tord Kitchener a vaincus, et qu'arriveraitil si les lauriers cueillis par les deux généraux en Afghamistan et au Soudan allaient se flétrir sur le sol trausvaaiten?

Il faut se garder de toute exagération; mais regardez,
le chemin parcouru par l'opinion depuis deux mois. Aut
début des opérations, nul ne doutait d'un prompt succès
des Anglais, tout en reconnaissant que le petit peupla
hoër ferait une résistance honorable. Cette opinion se
maintint en dépit des revers essuyés par les armes bri-

maintint en dépit des revers essuyés par les armes bri-tanniques; on disait que l'Angleterre linirait par triom-

pher quand même.

Aujourd'hus, on est singulièrement moins affirmatif et si l'on ne considère pas encore un revers complet des Anglais comme probable, cette solution au moins n'apparaît plus comme impossible. Et cela suffit, pour établir combien a décru le prestige britannique.

LA DISGRACE DE SIR REDVERS BULLER

La mistratte de la la registra et la la commandant en chef des troupes anglaises. — Le maréchal Roberts. — Lord Kitchener, chef d'état-major.

Londres, 18 décembre. — Ainsi que je vous l'ai télégraphié cette nuit c'est le général lord Roberts qui est nommé commandant en chef aux lieu et place de sir Redvers Buller. Lord Kitchener lui est adjoint comme chef d'état-major général. Sir Redvers Buller garde simplement le commandement des troupes du Natal et est placé sous les ordres immédiats des deux précèdents officiers.

plement le commandement des troupes du Natal et est placé sous les ordres immédiats des deux précédents officiers.

Le nouveau commandant en chef des troupes anglaises dans le sud de l'Afrique était, en dernier lieu, le commandant en chef de toutes les forces d'Irlande. C'est un des plus britlants officiers de l'armée anglaise et celuiqui, d'après lord Wolseley, a les plus beanx états de service. It a fait ses débuts en Crimée, où il se distingua au siège de Sébastopol. En 1858, il reçut la croix de Victoria — notre médialle militaire — pour la bravourdont il fit preuve pendant la grande révolte des Indes. En 1868, il prit part à la campagne d'Abyssinie, et, en 1879, à la campagne d'Afghanistan. C'est fui qui, après une des campagnes les plus dures, parvint à réoccupes Caboul. En 1881, il fut nommé commandant en chef des troupes du Natal, au lendemain de Majula; mais la paix fut conclue avec le Transvaal avant qu'il edt en le tenps d'arriver daus la colonie. Avant d'être nommé commandant en chef des troupes des Indes.

Lord Roberts à été cité vingt-trois fois à l'ordre du jour avant la guerre d'Afghanistan, et, pendant cette guerre, il n'a pas reçu moins de luit dépécles de félicitations du vice-roi, fait absolument unique, parail-il, dans les annades militaires anglaises. Lord Roberts est, à l'heure actuelle, agé de soixante-sept aus.

Les étals de service de lord Kitchener sont de dat rop récente et trop présents à toutes les mémoires pour qu'il soit nécessaire de les rappeler ies.

trop récente et trop présents à tou qu'il soit nécessaire de les rappele Confirmation officielle nnit, le War Office communique aux journaux une note

officielle, confirmant le remplacement de sir Redvers Buller par lord Roberts, ayant pour chef d'état-major La situation militaire ndres, 18 décembre. — Le Times, dans un arti-nd de ce matin, apprécie aiusi qu'il suit la situati-

militaire :

« La défaite que vient d'éprouver sir Reivers Buller, suivant de si près l'échee subi par lord Methuen et le désastre encoure par le général (distance, a gravment compromis notre situation militaire dans le Sud de l'Afrique. Ce n'est pas l'heure d'adresser des blâmes à certains individus en partieulier, mais ee n'est pas l'heure non plus de chercher à pallier la vérité, et les faits sont là qui parlent d'eux-

remes.

» Perdec onze canons est grave, surtout lorsque les forces z'artillerie dont on disposait étaient déjà insuffisantes, et est it un évenement qui peut avoir un effet moral inattenu sur les divers points du théâtre de la guerre. Sir ftederes Bulter avait à sa disposition 19 lataillons d'Infanterie, élevant à 17,300 hommes, 2 régiments de eavalterie. 7 batries d'artillerie et é canons de marine. Il est possible que perte de 1,400 hommes quel que effroyable qu'elle soit, e rédutse pas à néant la coloune; mais on ne peut en dire utant de la perie des onze canons. »

Sur la frontière Sud